

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

**76<sup>e</sup>** séance plénière

Jour 21 mars 2014, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Ashe ..... (Antigua-et-Barbuda)

*En l'absence du Président, M. Beck (Îles Salomon), Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Point 7 de l'ordre du jour (suite)****Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** J'appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la résolution 68/151 en date du 18 décembre 2013, demandant l'organisation d'une réunion extraordinaire pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Les membres se rappelleront qu'à sa 70<sup>e</sup> séance plénière, le 18 décembre 2013, l'Assemblée générale a conclu son examen du point 67 a) de l'ordre du jour. Il est nécessaire de reprendre l'examen de ce point de l'ordre du jour pour tenir cette réunion extraordinaire.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reprendre l'examen du point 67 a) de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Les membres se rappelleront également qu'à sa 2<sup>e</sup> séance

plénière, le 20 septembre 2013, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer le point 67 a) à la Troisième Commission.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite examiner le point 67 a) de l'ordre du jour directement en séance plénière et procéder immédiatement à son examen?

*Il en est ainsi décidé.*

**Point 67 de l'ordre du jour (suite)****Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée****a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée****Réunion commémorative à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** J'ai le plaisir de représenter aujourd'hui le Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, M. John W. Ashe, qui regrette de ne pouvoir prendre part à cette réunion commémorative. Le Président est pleinement conscient du fait que le fléau et la souffrance que représente le racisme sont toujours omniprésents

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

14-27157(F)



Document adapté

Merci de recycler



dans le monde et que les nombreuses manifestations d'ignorance liées au racisme pèsent lourd sur le monde et ses progrès.

En cette célébration de l'édition 2014 de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, nous nous souvenons ceux que nous honorons aujourd'hui : les 69 personnes tuées dans le massacre de Sharpeville, des hommes, des femmes et des enfants qui ont perdu la vie dans leur quête d'égalité et de dignité et dont la mort a incité le monde à se mobiliser pour mettre fin à l'apartheid. Dans la droite ligne du thème choisi pour la commémoration de cette année, « Le rôle des dirigeants dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale », nous nous souvenons aussi de la grandeur d'esprit de Nelson Mandela, qui nous a quittés en décembre. Sa détermination sans borne à obtenir l'égalité pour son peuple est un héritage que nous nous devons tous de faire fructifier. Aujourd'hui nous partageons la douleur de ceux qui continuent d'être victimes du racisme et de la discrimination raciale dans le monde. Aujourd'hui nous nous rappelons qu'éliminer la discrimination raciale est possible, d'aucuns diront même inéluctable.

En décembre 2013, nous avons célébré le soixante-cinquième anniversaire de l'adoption d'un des instruments des droits de l'homme les plus importants de notre temps : la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous avons marqué cet anniversaire en organisant une cérémonie, mais dans le même temps, nous devons admettre que l'humanité continue d'avoir du mal à concrétiser l'affirmation figurant à l'article 1 de la Déclaration selon laquelle :

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

La dichotomie qui existe entre accepter en théorie une vérité et la vivre en pratique est très présente dans le monde aujourd'hui. D'un côté, la Déclaration universelle des droits de l'homme est à l'origine d'un corpus toujours croissant d'instruments des droits de l'homme, qui sont autant de mécanismes pour surveiller et renforcer sa mise en œuvre, laquelle est également étayée par les systèmes nationaux de protection. De l'autre, pourtant, le racisme continue de peser sur nos sociétés et les droits de l'homme sont régulièrement violés.

Nombreuses sont les personnes qui sont victimes de discrimination pour ces motifs. Alors même que nous organisons cette commémoration aujourd'hui, nous savons que des populations et des minorités pauvres, vulnérables et marginalisées subissent en permanence des discriminations en raison de leur race, de leur couleur de peau ou de leur nationalité d'origine. Trop d'individus sont soumis à des persécutions et se voient refuser l'égalité d'accès à la loi et la reconnaissance de leur personnalité juridique. Ces violations sont beaucoup trop répandues.

Une mesure qui irait dans le bon sens serait de mettre intégralement en œuvre et de rendre pleinement opérationnels les instruments déjà en place. Voilà près de 50 ans que, le 26 octobre 1966, l'Assemblée générale a proclamé la première Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et en dépit de trois Décennies de la lutte contre le racisme et la discrimination instituées par l'Organisation des Nations Unies, les programmes d'action liés à ces décennies n'ont pas été pleinement mis en œuvre et leurs objectifs n'ont pas été atteints. Malgré la ratification quasi universelle de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les personnes et les communautés sont encore trop nombreuses à subir les affres et les effets systématiques du racisme. La mise en œuvre limitée de la Déclaration et du Programme d'action de Durban a freiné les efforts pour véritablement éliminer ce fléau qu'est le racisme de la surface de la planète.

Le racisme est un problème mondial qui appelle une action mondiale et nous avons plusieurs moyens importants de continuer d'avancer vers l'élimination du racisme dans le monde. À cet égard, nous attendons avec intérêt le projet de programme pour la mise en œuvre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine qui va être élaboré par le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Cette importante décennie débutera en 2015 et sera l'occasion de mobiliser les énergies à travers le monde pour promouvoir l'égalité de toutes les personnes d'ascendance africaine et d'œuvrer en faveur d'un développement socioéconomique, d'une justice et d'une intégration sociales accrues. Nous entendons également tirer parti des quatre jours de commémoration de l'abolition de la traite transatlantique des esclaves et de cette pratique ignoble que fut l'esclavage pour rappeler que les formes contemporaines d'esclavage sont encore bien trop présentes dans nos sociétés.

Nous devons redoubler d'efforts pour veiller, à l'instar de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui dispose que nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude, à ce que le débat d'aujourd'hui sur la discrimination raciale contribue également aux discussions sur le programme de développement pour l'après-2015. Ce programme devra mettre l'accent sur l'élimination de la discrimination dans les lois, les politiques et les pratiques mais aussi sur la lutte contre toutes les formes et manifestations du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, ainsi que sur l'élimination de la violence et des crimes motivés par la haine d'un groupe donné.

Le paragraphe 3 de l'Article 1 de la Charte des Nations Unies appelle au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Guidée par la Charte des Nations Unies et le paragraphe 3 de son Article 1, l'Assemblée générale a adopté la résolution 68/151, qui fait que nous sommes rassemblés aujourd'hui pour cet événement spécial. Les États Membres montrent ainsi qu'ils restent attachés à la lutte contre le racisme. Ne faiblissons pas dans nos efforts. Passons de la théorie à la pratique et honorons ceux qui sont morts et ceux qui ont œuvré pour la justice et l'égalité. Que l'héritage de Madiba soit une source d'inspiration pour tous les dirigeants et tous les peuples du monde et les incite à travailler sans relâche à un monde libéré du racisme.

Je donne maintenant la parole au Vice-Secrétaire général, S. E. M. Jan Eliasson.

**Le Vice-Secrétaire général** (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur, en cette importante réunion commémorative organisée aujourd'hui à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination, de communiquer à l'Assemblée générale le message du Secrétaire général Ban Ki-moon.

Je félicite l'Assemblée de se pencher ainsi sur l'état de la discrimination raciale dans le monde. Je tiens à dire d'emblée que le Secrétaire général et moi-même considérons que mettre fin au racisme est une priorité de l'Organisation des Nations Unies, jour après jour. J'espère que l'Assemblée me permettra de lui livrer quelques-unes de mes réflexions sur ce sujet important, mais tout d'abord, je vais donner lecture du message du Secrétaire général :

« Cette année, le monde célèbre la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale pour la première fois depuis la disparition de l'ancien Président sud-africain Nelson Mandela. Cette triste réalité nous rappelle le combat courageux qu'il a mené contre l'apartheid et la victoire exemplaire qu'il a remportée sur les forces du racisme qui l'avaient emprisonné pendant 27 ans.

Par solidarité avec le mouvement anti-apartheid, l'Assemblée générale a institué cette journée internationale en commémoration du massacre de Sharpeville de 1960, où la police ouvrit le feu sur des manifestants protestant pacifiquement contre le système inique des laissez-passer, tuant 69 personnes et en blessant beaucoup d'autres.

Le parcours de Nelson Mandela de la prison à la présidence ne marque pas seulement le triomphe d'un homme exceptionnel sur les forces de la haine, de l'ignorance et de la peur. Il est aussi la preuve que le courage, la réconciliation et le pardon peuvent vaincre l'injustice de la discrimination raciale. En 1996, c'est Sharpeville que le Président Mandela choisit pour la signature historique de la nouvelle Constitution de l'Afrique du Sud. À cette occasion, il a déclaré :

« Des nombreux Sharpeville qui hantent notre histoire est née l'idée immuable que le respect de la vie humaine, la liberté et le bien-être doivent être consacrés comme des droits qu'aucune force ne peut diminuer. »

Aujourd'hui, Sharpeville reste gravé dans nos mémoires comme le symbole du terrible tribut de la discrimination raciale, et nous rendons hommage à ceux qui ont perdu la vie dans le massacre. Mais nous nous rappelons aussi que le Président Mandela a voulu que l'héritage de Sharpeville soit celui d'une volonté inébranlable de protéger la dignité et les droits de tous. Les leçons tirées de la fervente défense de l'égalité née des multiples Sharpeville de l'histoire de l'Afrique du Sud sont applicables partout dans le monde, non seulement face aux formes organisées et institutionnelles du racisme, mais également chaque fois que ce fléau pernicieux se manifeste, y compris dans les relations interpersonnelles quotidiennes.

J'appelle tout un chacun, en particulier les responsables de la classe politique, de la société civile et du monde religieux, à condamner vigoureusement les idées et les messages fondés sur le racisme, la supériorité ou la haine raciales, ainsi que ceux qui incitent au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée. En ce jour, nous devons reconnaître que la discrimination raciale reste une menace dangereuse et nous engager résolument à faire face par le dialogue, inspiré par l'aptitude avérée de tous à respecter, protéger et défendre la riche diversité de notre famille humaine. »

Ainsi se conclut le message du Secrétaire général.

Depuis le massacre de Sharpeville, l'ONU a déployé des efforts considérables pour prévenir et combattre le racisme et la discrimination raciale. Nous honorons ceux qui ont combattu la discrimination et nous commémorons les victimes d'injustices historiques criantes. Sur ce point, je tiens à saluer le travail du Comité du mémorial permanent établi pour mener à bien l'initiative visant à ériger un mémorial permanent en hommage aux victimes de la traite transatlantique des esclaves au Siège des Nations Unies. Je demande instamment à tous leur plein appui en faveur de la réalisation de la vision pleine de sens du programme « Libre à jamais ». Nous devons toujours nous rappeler le terrible prix qu'il faut payer lorsque nous faisons bon marché de l'égalité de valeur de toutes les personnes.

Aujourd'hui encore, la violation des droits fondamentaux de l'homme continue de porter atteinte à la dignité, au bien-être et à la sécurité physique de bien trop de personnes de par le monde. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance sont en augmentation dans de nombreuses sociétés de par le monde. Nous sommes fréquemment témoins de violentes attaques, d'actes d'incitation à la haine et de discours de haine à l'encontre de personnes d'origine ethnique différente ou de race perçue comme différente. Il est de notre responsabilité collective – mais, avant tout, de celle des États – de faire face au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée avant que ces problèmes n'éclatent sous forme de conflit ouvert. Nous devons détecter ces signes avant-coureurs. Nous devons en voir les frémissements lorsque nous commençons à séparer l'humanité entre « nous » et « eux ». C'est là que commence le danger.

Et c'est à ce stade qu'il faut agir. C'est tout le sens de l'idée qui sous-tend la récente initiative que le Secrétaire général m'a demandé de présenter aux États Membres, « Les droits avant tout », pour que nous y œuvrions tous de concert. Tous les organes du système des Nations Unies doivent joindre leurs forces pour lui donner le plus grand impact possible. Je me félicite que le Réseau des Nations Unies pour la lutte contre le racisme et la protection des minorités rassemble plus de 20 entités des Nations Unies dans une cause commune d'une importance cruciale.

La décision de l'Assemblée générale d'annoncer la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine atteste de notre détermination collective de nous unir contre la discrimination raciale. Le mois prochain commenceront les travaux d'élaboration du programme pour la Décennie, dont le commencement est fixé en 2015. Cette décennie est une excellente occasion donnée au monde de se rassembler pour promouvoir l'égalité des personnes d'ascendance africaine et contribuer ainsi au développement, à la justice sociale et à l'inclusion. Bien sûr, les ramifications sont plus larges encore, avec le message que chaque être humain a la même valeur.

Pour terminer, j'aimerais souligner la chance que nous avons d'avoir l'occasion d'entendre aujourd'hui M<sup>me</sup> Gay McDougall, qui a consacré sa carrière au combat pour mettre fin à la discrimination. Au fil des ans, elle a fourni à l'ONU maints conseils professionnels pleins de sagesse. Nous lui sommes profondément reconnaissants de son travail inappréciable, que j'ai personnellement suivi d'année en année, à différents titres. Dans une séance organisée ici, elle déclarait :

« Dans les salles de conférence de l'ONU, la tragédie du racisme est souvent décrite en termes généraux et parfois impersonnels, mais la réalité, elle, se trouve dans chacune des innombrables tragédies et luttes personnelles que doivent livrer chaque jour des personnes, des familles et des communautés dans tous les pays. »

Alors que nous nous penchons sur les efforts de lutte de la communauté internationale contre la discrimination raciale, nous ne devons jamais oublier qu'il s'agit d'un fléau qui s'en prend, en définitive, à la dignité et aux droits des personnes et met à mal le tissu de nos sociétés et même le tissu de la coopération internationale. Lutter contre la discrimination raciale est par conséquent une responsabilité collective aussi bien que personnelle de chacun d'entre nous.

Prenons donc la résolution de nous dresser contre la discrimination raciale sous toutes ses formes, petites ou grandes. Dénonçons toute insulte raciale, toute pratique discriminatoire et toute attaque très haut et très fort. Et construisons ensemble un monde de véritable égalité.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je remercie le Vice-Secrétaire général d'avoir transmis le message du Secrétaire général. Je le remercie aussi pour sa déclaration.

Conformément à la résolution 68/151 en date du 18 décembre 2013, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a été invitée à prendre la parole à l'occasion de la présente séance de commémoration. Mais elle ne pas être aujourd'hui ici aux côtés des membres de l'Assemblée en raison de sa participation à une séance analogue organisée par le Conseil des droits de l'homme à Genève. Son message sera disponible sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

J'aimerais maintenant consulter les membres en vue d'inviter M<sup>me</sup> Gay McDougall, première Experte indépendante des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités, ancien membre expert du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, et ancienne Rapporteuse spéciale de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, à faire une déclaration à la présente séance conformément à la résolution 68/151 du 18 décembre 2013.

En l'absence d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite, sans créer de précédent, inviter M<sup>me</sup> McDougall à faire une déclaration à la présente séance?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Conformément à la décision qui vient d'être prise, je donne donc la parole à M<sup>me</sup> Gay McDougall, première Experte indépendante des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités, ancien membre expert du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, et ancienne Rapporteuse spéciale de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

**M<sup>me</sup> McDougall** (*parle en anglais*) : Comme cela a été dit avec beaucoup d'éloquence dans la déclaration prononcée au nom du Secrétaire général, en ce même jour, en 1960, la police ouvrait le feu sur une manifestation pacifique contre les lois d'apartheid

à Sharpeville, en Afrique du sud, faisant 69 morts. Cette journée correspondait originellement à la commémoration des vies sacrifiées dans la lutte pour la démocratie et l'égalité des droits de l'homme en Afrique du Sud durant le régime d'apartheid. Depuis la chute de l'apartheid, elle est devenue une occasion de rappeler la communauté internationale à son devoir solennel d'éliminer toutes les formes de discrimination raciale.

Au fil des décennies écoulées depuis le massacre de Sharpeville, 176 pays ont ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et 87 l'ont signée. L'organe chargé de la surveillance de son application, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, a prié et parfois pressé les pays, l'un après l'autre, d'honorer les obligations qu'ils ont contractées au titre du Traité et de faire de la promesse contenue dans la Convention une réalité de la vie de toutes les populations. J'ai eu le privilège de siéger au sein de ce Comité pendant quatre ans.

En 2001, la troisième Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban, a apporté à cet égard une contribution fondamentale. Les gouvernements y ont reconnu que la discrimination raciale existait dans chaque pays et dans chaque région et que la lutte contre le racisme constituait une priorité internationale de tous les pays. Les mauvais traitements infligés dans le passé dans le cadre de la traite transatlantique des esclaves et du système du colonialisme ont été abordés dans le cadre d'un discours historique. De même, ce qui est tout aussi important, la Conférence a brossé un tableau de ce à quoi ressemble la discrimination raciale au XXI<sup>e</sup> siècle.

Le problème de la discrimination raciale a été défini non pas seulement comme un problème de partialité, au sens de préjugé personnel, mais plutôt comme un problème d'exclusion sociale et économique, qui place l'accent plus fondamentalement sur les droits sociaux et économiques. La discrimination raciale a été nettement inscrite dans le contexte de la mondialisation et des disparités économiques constatées en fonction de lignes de fracture raciales à la fois à l'intérieur des pays et entre eux.

L'exclusion économique est apparue comme une cause et une conséquence de discriminations profondément ancrées à l'encontre de certaines minorités raciales et ethniques dans les pays développés comme en développement.



Pour de nombreuses catégories touchées et d'autres catégories de la société civile, la Conférence de Durban a constitué une expérience formidablement émancipatrice. De nouveaux réseaux sont nés et une nouvelle dynamique s'est créée, qui a ensuite été réinjectée au sein des collectivités. Des liens ont été faits entre la situation des descendants africains de la diaspora, les Rom, les dalits, les migrants et les peuples autochtones. De ces échanges, ainsi que du travail effectué par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, sont ressortis un certain nombre de points de consensus et de pistes à suivre.

Nous comprenons que des phénomènes mondiaux tels que la crise financière internationale, les pénuries alimentaires mondiales et les changements climatiques ont contribué à exacerber les problèmes que rencontrent les collectivités racialisées. Les politiques d'austérité et les coupes budgétaires frappent le plus fortement ceux qui sont au bas de l'échelle économique. Les personnes vivant dans la pauvreté ne disposent pas des réserves qui leur permettraient de traverser sans encombre les périodes d'épreuves ou les catastrophes naturelles. De même, les temps de crise économique accroissent les pressions sociales contre ceux qui ont le pouvoir le plus réduit. Ces tendances peuvent conduire à des discours de haine et à des actes de violence contre les communautés défavorisées, et elles peuvent également menacer les démocraties en donnant naissance à des politiques racistes ou même à des partis politiques racistes.

La discrimination est plus largement reconnue, désormais, comme facteur déterminant de pauvreté. Les groupes raciaux marginalisés sont concentrés de façon disproportionnée dans les secteurs informels faiblement qualifiés et faiblement rémunérés tels que les emplois domestiques, la main-d'œuvre agricole et la vente ambulante, secteurs ne bénéficiant généralement d'aucune protection dans le droit du travail ni d'aucune sécurité sociale. Nous voyons maintenant plus clairement la complexité des fardeaux que doivent endosser les femmes : fardeaux de la pauvreté, des préjugés ethniques et des restrictions à caractère sexiste, qui s'ajoutent les uns aux autres de façon à constituer de formidables obstacles.

Outre l'incidence incapacitante, sur le plan personnel, qu'ont les préjugés raciaux sur leurs victimes, il est d'une importance critique d'en comprendre la nature structurelle. Dans les sociétés où les préjugés raciaux sont endémiques depuis des générations, ils se sont auto-perpétués dans les institutions où se déterminent

la promotion sociale et la survie économique. Cette clef de compréhension de la nature structurelle de l'inégalité raciale doit se retrouver au centre des solutions élaborées pour y remédier. Bien sûr, il reste essentiel de disposer de lois complètes contre la discrimination et de solides institutions pour les faire respecter, qui prévoient des procédures pouvant être engagées par les victimes elles-mêmes ou ceux qui les représentent.

De plus, il convient d'adopter une démarche globale reconnaissant l'importance d'un traitement juridique des régimes, politiques et pratiques ayant un impact disparate sur les communautés défavorisées par la discrimination raciale, de propos délibéré ou non. Les gouvernements doivent prendre des mesures énergiques spécifiques afin de faire face aux disparités accusées au niveau de la participation des différents groupes raciaux à la vie économique. Des programmes volontaristes poussés doivent être mis au point, en particulier dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la formation, des services financiers, et des régimes de propriété foncière et immobilière. Les régimes de protection des travailleurs et de sécurité sociale doivent être étendus aux travailleurs du secteur informel et faiblement rémunéré.

Des mesures de discrimination positive doivent être adoptées dans le cadre d'une stratégie globale plus large en faveur de l'égalité, qui doit couvrir toute une gamme d'initiatives législatives assorties de soutiens budgétaires ciblés, avec indicateurs et quotas. Les décisions de politique générale doivent être prises en consultation véritable avec les catégories désavantagées. Elles doivent être transparentes et s'appuyer sur des données ventilées par catégorie révélant les inégalités existantes.

Plus que jamais, les banderoles des manifestations pour la justice raciale dans les pays de par le monde revendiquent le droit au travail, le droit au logement, l'égalité des droits à une éducation de qualité et le droit à un salaire minimum vital. C'est le cas dans les pays encore en développement économique comme dans les pays économiquement très développés.

Enfin, il est encourageant de constater qu'existe un consensus croissant au sein des institutions mondiales de développement au sujet de la nécessité de remédier aux extrêmes actuels tant en matière d'inégalités de revenus que de niveaux de pauvreté. L'un des constats dont procèdent ces enseignements est que l'action menée par certains pays pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement n'a pas permis de

modifier la situation foncière de nombreuses catégories victimes d'une discrimination endémique.

Alors que la communauté internationale regarde vers l'avenir, l'un des grands principes du programme de développement durable pour l'après-2015 – ne laisser personne sur le bord du chemin – constitue un signe d'espoir pour le mouvement en faveur de la justice raciale et des droits économiques. Mais nous devons tous travailler avec acharnement pour que ces mots deviennent réalité.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Guinée-Bissau, qui va faire une déclaration au nom du Groupe des États d'Afrique.

**M. Da Gama** (Guinée-Bissau) : Nous voulons saluer la présence du Vice-Secrétaire général et lui rendre hommage pour la déclaration qu'il a faite au nom du Secrétaire général et en son nom personnel.

Nous souscrivons à la déclaration qui sera prononcée par le représentant de la République islamique d'Iran au nom du Mouvement des pays non alignés.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Afrique à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale sur le sujet « Le rôle des dirigeants dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ». Le symbolisme de ce sujet ne nous échappe pas, alors que l'œuvre laissée par l'un des dirigeants emblématiques de l'Afrique, le regretté Nelson Rolihlahla Mandela, aura constitué une force motrice de l'élimination de la discrimination raciale dans son propre pays, l'Afrique du Sud.

Le Groupe des États d'Afrique se félicite de cette manifestation annuelle qui est l'occasion non seulement de s'associer aux efforts collectifs visant à faire comprendre les effets perniciose du racisme, mais surtout d'évaluer les progrès de notre lutte commune contre le racisme et la discrimination raciale grâce à la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

À l'occasion de ce bilan aujourd'hui, d'aucuns diront, peut-être à juste titre, que nous avons encore un long chemin à parcourir dans notre lutte contre ce fléau; toutefois nous serons tous d'accord pour reconnaître que sans un leadership ferme et soutenu, les meilleurs

plans, instruments juridiques et institutions resteront sans effet.

Il convient de rappeler que l'objectif de cette commémoration est, entre autres, de mobiliser la volonté politique aux niveaux national, régional et international et de réaffirmer notre attachement politique à une mise en œuvre pleine et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et du document final de la Conférence d'examen de Durban, ainsi qu'aux processus de suivi de ces instruments à tous les niveaux.

Je termine en réaffirmant la volonté du Groupe des États d'Afrique de continuer à contribuer aux efforts mondiaux en vue de l'élimination totale du racisme et de la discrimination raciale.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Tonga, qui s'exprimera au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

**M. Tupouniua** (Tonga) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 55 États membres du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, en ma qualité de Président du Groupe pour le mois de mars.

Nous tenons tout d'abord à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette réunion spéciale pour commémorer cette journée importante, à savoir la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Nous tenons également à remercier M<sup>me</sup> Gay McDougall de la déclaration qu'elle vient de prononcer. Les connaissances et l'expérience approfondies de M<sup>me</sup> McDougall dans le domaine de la discrimination raciale en justifient pleinement le fait qu'elle ait été invitée à se joindre à nous aujourd'hui pour commémorer cette importante occasion.

Il nous paraît clair que les grands instruments internationaux de défense des droits de l'homme donnent l'obligation aux États de s'employer activement à éliminer la discrimination dans les sphères publique et privée. De manière similaire, le principe d'égalité oblige également les États à adopter des mesures spécifiques pour éliminer les conditions qui perpétuent la discrimination raciale ou y contribuent. Ce postulat est l'un des fondements de la Journée internationale. Ensemble, nous avons convenu que nous devons lutter contre ce préjugé avec la plus grande détermination et toute la persévérance possibles, car il continue de ternir notre humanité. La lutte contre la discrimination raciale est une lutte pour les droits de l'homme et la dignité.

Le fait que nous soyons réunis aujourd'hui dans cette salle confirme que nos dirigeants restent fidèles à la volonté collective de triompher dans notre lutte et notre combat pour éliminer la discrimination raciale. La commémoration de cette journée aujourd'hui doit nous rappeler que nous devons restés engagés et persévérer, et que nous devons aussi intensifier nos efforts collectifs aux fins de l'élimination de la discrimination raciale, et ce, d'autant plus que de nos jours des problèmes nouveaux et variés se posent à nous. Ces problèmes doivent cependant être considérés comme secondaires par rapport à l'aspiration et à l'objectif qui nous amènent tous, à savoir libérer le monde et les victimes, silencieuses ou non, du fléau de la discrimination raciale.

Les yeux du monde, en particulier ceux des victimes, sont rivés sur nous aujourd'hui. Nous célébrons donc cette journée pour marquer les progrès réalisés dans notre lutte commune pour éliminer la discrimination raciale de nos vies, mais également pour réaffirmer notre préoccupation. C'est aussi l'occasion de vérifier que nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire. Les problèmes nouveaux se manifestent dans les nombreuses formes que prend la discrimination raciale. Traditionnellement, les manifestations de la discrimination raciale étaient la guerre, la conquête, l'esclavage, l'oppression des peuples autochtones, le génocide, le nettoyage ethnique et autres atrocités. Cependant, il existe des formes plus subtiles de discrimination raciale qui se traduisent concrètement par des lois et des pratiques sociales discriminatoires ayant des répercussions sur la vie et les moyens de subsistance de communautés entières de par le monde. Ces pratiques ont pour résultat de perpétuer la pauvreté, la marginalisation, l'exclusion socioéconomique et le sous-développement. Il faut donc appeler à une nouvelle unité dans notre action commune. La discrimination raciale ne disparaîtra pas simplement parce que nous le souhaitons. Nous devons mener une lutte acharnée relayée par la volonté politique et les mesures qui s'imposent.

Le thème choisi pour la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale cette année est « Le rôle des dirigeants dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ». Ce thème est à la fois pertinent, approprié et d'actualité. Il ne peut y avoir de politique publique, de mobilisation et de changement social véritables à cet égard si nos dirigeants ne prennent pas des décisions et des mesures énergiques. Ce sont eux qui impriment la volonté politique et procurent les moyens

pour faire en sorte que notre lutte contre le racisme et pour l'élimination de la discrimination raciale soit victorieuse. Ils ont la responsabilité de veiller au respect et à la pleine mise en œuvre des instruments internationaux pertinents de défense des droits de l'homme afin d'éliminer les fléaux du racisme et de la discrimination raciale. Les lois et pratiques sociales discriminatoires doivent être progressivement abrogées voire abolies. C'est à nos dirigeants qu'il revient de mobiliser la volonté collective aux niveaux national, régional et international, ainsi que l'appui nécessaire de tous les acteurs du secteur privé et des organisations de la société civile, afin que la lutte contre le racisme et la discrimination raciale soit couronnée de succès.

Enfin, au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, je réaffirme notre volonté indéfectible de veiller à ce que le rôle de nos dirigeants, dans l'intérêt de toutes les victimes, soit de faire en sorte que la lutte pour l'élimination de la discrimination raciale demeure une grande priorité dans nos pays respectifs et dans le monde entier.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, qui s'exprimera au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

**M. Tafrov** (Bulgarie) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier tous les orateurs qui m'ont précédé des paroles émouvantes qu'ils ont eues à l'égard de Nelson Mandela. Il est un exemple brillant de dignité humaine pour des millions de personnes dans le monde et, si je puis me permettre, mon héros personnel.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Europe orientale. Nous nous félicitons du thème choisi cette année pour la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, à savoir « Le rôle des dirigeants dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale », car nous sommes convaincus que les dirigeants peuvent et doivent jouer un rôle clef dans la mobilisation de la volonté politique de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Les dirigeants ont l'autorité et la capacité voulues pour promouvoir un plus grand respect et une plus grande confiance entre les divers groupes de la société. Grâce à leur vision et à leurs idées, ils peuvent contribuer à faire reculer le racisme et l'extrémisme en forgeant l'unité face à ces menaces.



Les États d'Europe orientale ont prouvé à maintes reprises leur attachement à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui reste un de nos objectifs prioritaires en matière de droits de l'homme. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que nous ne sommes pas encore parvenus à éliminer le racisme. En dépit de nombreux efforts, il reste beaucoup à faire aux niveaux national, régional et international.

Nous réaffirmons que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale est, et doit rester, le fondement de tous les efforts visant à prévenir, combattre et éliminer le racisme.

Nous réaffirmons qu'il est absolument essentiel de ratifier et de mettre intégralement en œuvre cette convention, et que cela devrait être une priorité pour tous les pays. Tout en reconnaissant le rôle important de la communauté internationale dans la réalisation de cet objectif, nous soulignons que c'est à l'État qu'incombe la responsabilité principale de la lutte contre le racisme et que chaque pays doit prendre des mesures efficaces au niveau national.

Dans son dernier rapport soumis en application de la résolution 67/155 (A/68/564), le Secrétaire général souligne que si des progrès ont été accomplis dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, aucun pays ne peut prétendre être épargné par les problèmes posés par ces phénomènes. Comme le souligne le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, M. Mutuma Ruteere, dans son dernier rapport (A/68/329), aucun pays n'en est à l'abri. Nos pays ne font pas exception : nous sommes aux prises avec nos propres difficultés pour ce qui est de la discrimination, de la haine et de la violence fondées sur de supposées différences raciales, ethniques, religieuses et autres.

Dans le même temps, nous avons adopté un certain nombre de mesures gouvernementales et législatives pour combattre le racisme et la discrimination raciale mais aussi pour sanctionner et proscrire l'incitation au racisme, à la violence ou à la haine à caractère xénophobe. Nous sommes toutefois particulièrement préoccupés par le fait qu'un grand nombre de crimes haineux n'est toujours pas signalé. Ces crimes ne donnent par conséquent pas lieu à des poursuites et leurs auteurs sont impunis.

Les États d'Europe orientale appuient également les activités des organisations de la société civile dans ce domaine, y compris celles visant à sensibiliser la population à l'importance de la lutte contre le racisme et la xénophobie.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que la lutte mondiale contre le racisme et la discrimination raciale concerne tous les pays. La communauté internationale doit être unie dans la lutte contre ce fléau. Nous considérons que les efforts mondiaux aux fins de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ne peuvent donner de résultats que si nous œuvrons de concert pour atteindre cet objectif commun.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Représentant permanent du Chili, qui intervient au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

**M. Gálvez** (Chili) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC).

Le GRULAC réaffirme son appui à la Déclaration et au Programme d'action de Durban. Nous insistons sur le caractère d'urgence de leur mise en œuvre effective, ce qui établira les bases solides pour l'élimination complète du racisme et de la discrimination raciale, fléaux dont, hélas, aucune société ne peut s'estimer totalement à l'abri.

Par conséquent, nos pays reconnaissent la pertinence des mécanismes de suivi de Durban pour la mise en œuvre intégrale de la Déclaration et du Programme d'action. À cet égard, nous convenons de la nécessité et de l'importance d'aborder les nouvelles formes de discrimination. C'est pourquoi nous appuyons les travaux du Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Dans ce contexte, nos pays tiennent à souligner la pertinence de l'accent mis, dans le rapport du Secrétaire général (A/68/564), sur les questions de la xénophobie, les mécanismes nationaux de lutte contre toutes les formes de racisme et les lacunes de procédure s'agissant de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale – des aspects clefs de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes d'intolérance qui y sont associées.

Les pays de notre région sont composés de sociétés pluriethniques, multiculturelles et multilingues. Nous avons une importante population d'ascendance africaine de plus de 150 millions de personnes, d'après les estimations. Malgré les progrès réalisés dans la promotion des droits des personnes d'ascendance africaine, des défis considérables subsistent pour garantir leur pleine intégration, y compris l'égalité de traitement et des chances. À cet égard, nous sommes fiers de signaler qu'à la fin de 2013, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes a déclaré la Décennie des personnes d'ascendance africaine latino-américaines et caribéennes, qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2014. L'objectif est de renforcer la coopération régionale et internationale pour garantir les droits des personnes d'ascendance africaine, notamment en ce qui concerne l'éducation, la santé, l'identité, la dignité, les valeurs culturelles et le développement socioéconomique.

De même, les pays membres du GRULAC accueillent avec satisfaction la proclamation par l'Assemblée générale de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, qui commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et aura pour thème : « Personnes d'ascendance africaine : considération, justice et développement ». Nous invitons tous les États Membres à travailler de manière constructive à l'élaboration d'un programme de travail efficace et de grande ampleur. Nous pensons que cette décennie est l'occasion de promouvoir l'application concrète des principales dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Déclaration et du Programme d'action de Durban afin de garantir une intégration pleine et effective de toutes les personnes d'ascendance africaine.

Dans le même esprit, il convient de souligner qu'a eu lieu cette année à Brasilia la réunion régionale des États d'Amérique latine et des Caraïbes sur la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, à laquelle ont participé des responsables gouvernementaux, des experts ainsi que des représentants de la société civile, des mouvements sociaux et de plusieurs organisations internationales, dans le but principalement de promouvoir la coopération entre les pays de la région en vue de coordonner un programme commun sur ces questions pertinentes.

Les mesures prises par les pays membres du GRULAC confirment notre détermination à promouvoir la pleine intégration des personnes d'ascendance

africaine dans nos sociétés et à atteindre l'objectif plus général de l'élimination du racisme et de la discrimination pour ainsi progresser dans la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :

Je donne maintenant la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande, qui intervient au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

**M. McLay** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) :

Nous sommes heureux, Monsieur le Vice-Président, de voir un représentant du Pacifique assumer la présidence dans le cadre de ce très important débat.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, qui est pour nous l'occasion de nous associer à tous les groupes régionaux et autres pour exprimer notre solidarité dans la lutte pour l'élimination de la discrimination raciale.

La discrimination raciale frappe au cœur même de l'idée qui devrait tous nous unir selon laquelle tous les hommes et femmes naissent libres et égaux en dignité et en droits. Au fil des ans, nous avons été inspirés par des forces agissantes dans ce domaine. Ainsi l'apartheid – contre lequel les courageux manifestants non armés et pacifiques du township de Sharpeville se sont élevés il y a 54 ans aujourd'hui et que le Vice-Président a mentionnés dans la déclaration qu'il a faite au nom du Président de l'Assemblée générale – a été vaincu.

Comme le Président l'a également souligné, nous ne saurions omettre de signaler le rôle joué par Nelson Mandela, qui a mené avec courage la campagne contre l'apartheid et le racisme institutionnalisé en Afrique du Sud et dont la mémoire nous rappelle constamment que les leaders, qu'il s'agisse de dirigeants politiques ou de responsables locaux, ont un rôle important à jouer dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Ils jouent un rôle essentiel pour ce qui est de modeler les comportements sociaux.

Le leadership s'est avéré décisif au moment d'élaborer des cadres internationaux et nationaux dans le but de venir à bout du racisme. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale nous offre un cadre international pour lutter contre le racisme. De nombreux États ont

également mis en place des systèmes nationaux de protection.

Toutefois, en dépit de ces progrès, nous sommes encore loin d'avoir éliminé ce fléau. Le racisme, la xénophobie et l'intolérance persistent dans toutes les sociétés. Nous devons donc avoir un leadership fondé sur des principes et œuvrant dans la continuité pour assurer la mise en œuvre efficace des cadres dont nous disposons et continuer à mettre au point de nouveaux outils pour traiter de cette question. Nous devons trouver des moyens de parler aux jeunes générations afin de les aider à mieux comprendre, à célébrer et à apprécier la diversité de notre monde.

À cet égard, nous nous félicitons de la campagne de l'ONU « Je dis NON au racisme! », menée dans les médias sociaux depuis 2011. Cette initiative nous rappelle que la lutte contre la discrimination raciale est également très personnelle, car nos propres perceptions et nos propres préjugés peuvent alimenter les préjugés raciaux.

C'est un rappel qui donne à réfléchir, mais qui est également source de force, car il nous dit que nous pouvons faire quelque chose, que chacun d'entre nous peut et doit à son niveau personnel œuvrer à mettre fin aux préjugés raciaux et à l'intolérance. La campagne « Je dis NON au racisme! » constitue un mécanisme mondial visant à faciliter la participation individuelle et de la société civile.

Nous devons joindre nos forces pour mettre un terme au racisme, nous tous ici présents. Et nous devons le faire au niveau international, national et personnel.

**M. Ngculu** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué cette réunion extraordinaire de l'Assemblée générale pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Ma délégation s'associe à la déclaration qui a été faite au nom du Groupe des États d'Afrique.

Je tiens aussi, au nom de ma délégation, à remercier M<sup>me</sup> Gay McDougall pour sa participation et pour les efforts qu'elle déploie pour faire avancer le programme de lutte contre le racisme. En fait, ma délégation s'attendait à ce niveau de participation de la part des personnalités actives dans ce domaine.

Depuis 1994, le 21 mars a été commémoré en Afrique du Sud comme une journée des droits de l'homme et un jour férié. Le Gouvernement sud-africain

a choisi Sharpeville, dans la province de Gauteng, pour lancer la nouvelle Constitution du pays, signée par son premier président démocratiquement élu, le Président Nelson Mandela, le 8 mai 1996. La Déclaration des droits de la Constitution du Gouvernement sud-africain stipule que,

« L'égalité inclut la jouissance pleine et égale de tous les droits et de toutes les libertés. Pour promouvoir l'égalité, des mesures législatives et autres visant à protéger ou promouvoir des personnes ou des catégories de personnes désavantagées par une discrimination injuste pourront être prises ».

Cette journée commémore les vies perdues dans la lutte menée pour la démocratie et les droits de l'homme en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid – un régime qui préconisait la discrimination raciale. Comme nous le savons, Nelson Mandela représentait les millions d'hommes et de femmes ployant sous le joug du racisme. Nous ne pouvons plus faire comme si la discrimination raciale était le fruit de notre imagination, dans un monde où une conscience raciale aiguë confine des millions d'êtres humains aux marges de la société mondiale.

Le monde était prêt pour que M. Mandela sorte de prison et joue son rôle historique, ce qu'il a fait avec une grâce extraordinaire et avec conviction, bonne volonté et succès. Tous ces faits ont aidé à convaincre les Sud-Africains que la meilleure option serait une pratique constitutionnelle commune par laquelle, inévitablement, les Blancs perdraient l'exclusivité du pouvoir, mais dans le cadre de laquelle les droits fondamentaux de tous les Sud-Africains seraient protégés par une Constitution forte.

Comme Nelson Mandela nous l'a enseigné,

« Personne ne hait à sa naissance une autre personne à cause de la couleur de sa peau, ou de son passé, ou de sa religion. La haine et l'intolérance s'apprennent, et si elles peuvent s'apprendre, l'amour et la tolérance, qui sont plus naturels au cœur humain, peuvent aussi s'apprendre. »

Notre démocratie constitutionnelle non raciale est le plus grand monument de Mandela. Le monument le plus durable que nous pouvons ériger à sa mémoire, est de rester fidèle à ses idéaux, y compris son attachement inébranlable à la justice, à l'égalité et à l'élimination du racisme.

La postérité considérera la génération actuelle à la lumière de l'expérience de Mandela. Si nous échouons, les générations futures ne comprendront pas que, alors que Mandela devenait une force morale solide qui poussait l'humanité vers un niveau plus élevé de civilisation, ceux qui l'ont suivi ont, soit été incapables d'appliquer sa philosophie, soit ont tout simplement détruit son rêve.

En commémoration de cette journée historique, le Président Zuma a déclaré plus tôt aujourd'hui :

« Nous avons, ensemble, œuvré avec acharnement à promouvoir les droits de l'homme, ce que beaucoup ont payé de leur vie. Mais si nous avons une belle histoire à raconter, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité de vie de notre peuple. »

En souvenir de ceux qui ont perdu la vie à cause du fléau du racisme, édifions ensemble un monde meilleur en tirant les leçons du passé.

**M. Patriota (Brésil) (*parle en anglais*) :** Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette réunion extraordinaire, ainsi que le Vice-Secrétaire général, M. Jan Eliasson, pour sa déclaration, et pour avoir lu une déclaration au nom du Secrétaire général. Mes remerciements vont également à M<sup>me</sup> Gay McDougall pour ses paroles pleines d'inspiration.

Je tiens d'abord à rendre hommage à la mémoire de Nelson Mandela, qui a mené l'un des processus d'émancipation de l'humanité les plus importants de l'histoire contemporaine – la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. L'héritage de réconciliation raciale et de tolérance de Madiba reste une source d'inspiration. Il nous a appris que personne à sa naissance ne hait d'autres personnes et que l'amour et la solidarité doivent et peuvent être des caractéristiques plus durables. Grâce à son message de pardon et de tolérance, Mandela a non seulement édifié l'une des grandes démocraties multiraciales et multiethniques du monde, mais il est également devenu l'une des voix les plus influentes de son époque.

Bien que l'apartheid – la forme la plus odieuse de discrimination raciale institutionnalisée qui remonte à un passé récent – ait été officiellement aboli il y a 20 ans de cela, la discrimination raciale persiste. Ces dernières années, des législations nationales et internationales ont été mises en place pour interdire la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et surmonter des siècles d'oppression raciale. La

Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ou Conférence de Durban, de 2001 et ses conférences d'examen ont marqué un moment historique. À la suite de la Conférence de Durban, le 21 mars 2003, le Brésil a créé un Ministère de la promotion de l'égalité raciale dont l'objectif est de mettre en œuvre des politiques de lutte contre les préjugés et la discrimination et de donner les mêmes chances à tous.

Plus de trois siècles d'esclavage ont eu de graves répercussions sur la population brésilienne de souche africaine, des répercussions encore visibles aujourd'hui. Le Brésil a la population noire la plus importante en dehors de l'Afrique. En 2013, elle comptait plus de 100 millions de personnes, et ce chiffre devait dépasser les 115 millions d'ici 2050. Bien que cette population représente la majorité des Brésiliens, une grande partie d'entre elle vit dans de mauvaises conditions à l'extérieur des grandes villes du pays, a des revenus inférieurs, a accès à une éducation de qualité inférieure et, selon les statistiques, ses fils et ses filles sont plus exposés à la violence.

Ces 10 dernières années, le Brésil a enregistré de grands succès dans la lutte contre les inégalités sociales et raciales, ayant réussi à faire sortir plus de 36 millions de personnes de la pauvreté extrême grâce à des politiques d'aide gouvernementales.

La nouvelle classe moyenne est constituée à 75 % de personnes d'ascendance africaine. Alors qu'en 2002, seulement 38 % de la classe moyenne était composée d'Afro-Brésiliens, en 2012, ils représentaient plus de la moitié de la classe moyenne brésilienne.

En dépit de l'importance historique de ces réalisations, force est de reconnaître que les inégalités raciales et les manifestations de racisme et de discrimination raciale liées aux atrocités du passé persistent. C'est le cas non seulement au Brésil, mais également dans de nombreux autres pays.

Le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 2012 constitue notre feuille de route pour l'élaboration des objectifs de développement durable pour l'après-2015. Ce document met un accent particulier sur l'élimination de la pauvreté et la réalisation du développement durable dans ses trois dimensions : économique, social et environnemental.

Maintenant que l'élaboration d'un programme de développement pour l'après-2015 a commencé, la



communauté internationale doit s'employer à renforcer l'idée que d'une part, la diversité est un atout et que d'autre part, nous sommes tous liés par notre humanité commune, indépendamment de notre race, de la couleur de notre peau, de notre sexe, de notre identité, de nos origines sociales, de nos croyances, de notre handicap ou de nos idées politiques. Nos ennemis dans ce contexte sont les anciens et les nouveaux avatars de l'intolérance et toutes les mentalités favorables à l'exceptionnalisme.

Dans cet esprit, le Brésil se félicite de la proclamation par l'Assemblée générale de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, qui vise à sensibiliser le public à la lutte contre les préjugés, l'intolérance et le racisme dont fait l'objet cette catégorie de la race humaine qui a été systématiquement victime de discrimination et à laquelle il convient toujours d'accorder une attention particulière et d'exprimer de la solidarité. Toutefois, nous ne devons pas oublier que beaucoup d'autres catégories de personnes font toujours l'objet de discrimination. M<sup>me</sup> McDougall a mentionné les Roms, les populations autochtones et les migrants. Cependant, je voudrais aussi rappeler la résonance abominable des termes tels que l'islamophobie, l'antisémitisme et l'homophobie.

Alors que nous commémorons les réalisations inégalables de Mandela, rappelons-nous également que les vrais champions de la liberté auxquels le monde entier rend hommage sont souvent ceux qui ne se conforment pas au statu quo. Faisons de ce combat notre combat. Inspirons-nous tous de l'exemple de Nelson Mandela et rendons hommage aux héros anonymes qui luttent quotidiennement contre la discrimination raciale du passé et du présent, qui sont restés fidèles à leurs valeurs et qui ont lutté pour un monde plus juste, plus équitable et plus humain.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans cette réunion commémorative. Je remercie tous les orateurs des déclarations qu'ils ont prononcées à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 67 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 11 h 25.*